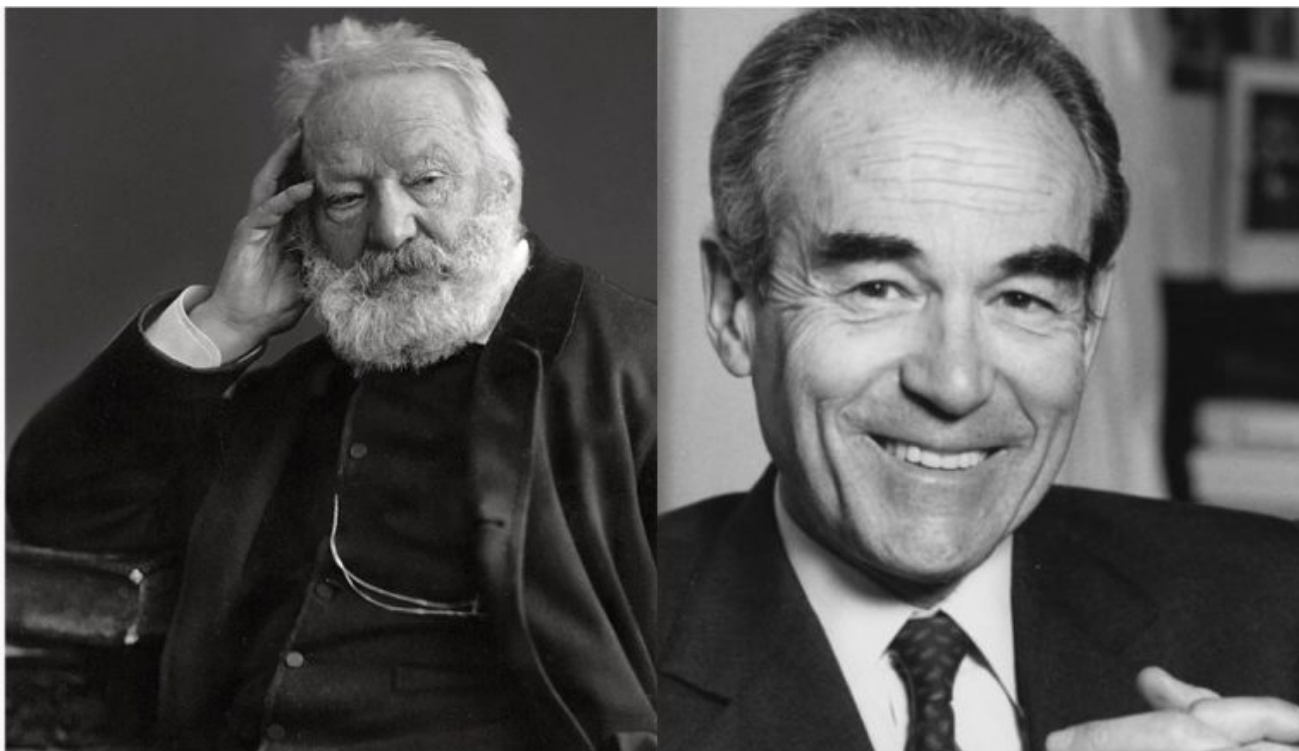
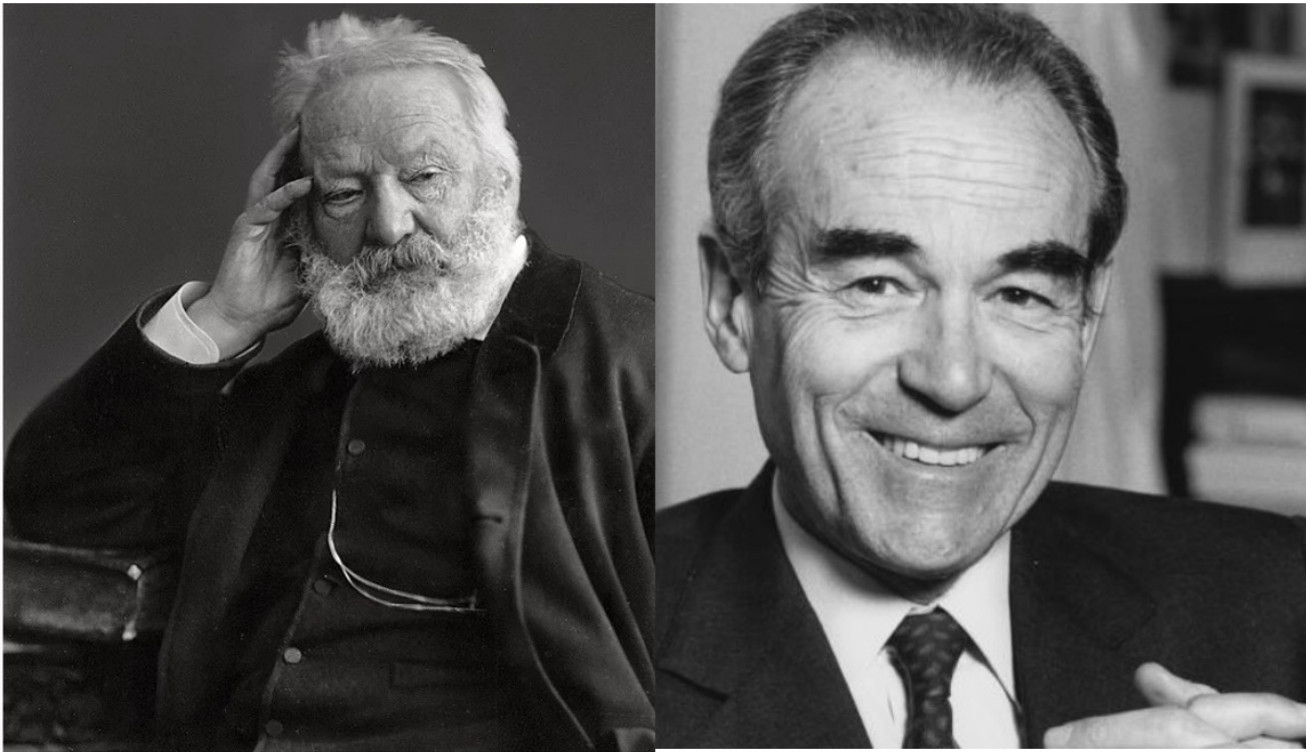


**En 1981, il était légitime
d'abolir la peine de mort ;
en 2024, elle doit être
restaurée**

écrit par Christine Tasin | 10 février 2024



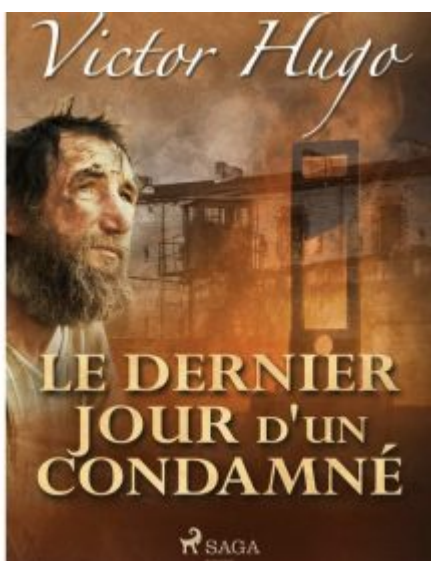
Portrait de Victor Hugo par [Nadar](#) (vers 1884).



Portrait de Victor Hugo par Nadar (vers 1884).

Robert Badinter est mort et, comme attendu, la France est coupée en deux. Les hommages d'un côté, les avanies de l'autre.

Et les 2 sont compréhensibles.



J'ai été ravie, quant à moi, de voir l'abolition de la peine de mort votée le 18 septembre 1981. C'était le combat de nombre de républicains depuis très longtemps, et notamment depuis l'un de nos plus grands écrivains ET homme politique, Victor Hugo. Dès 1829, il avait écrit le réquisitoire dans *Le dernier Jour d'un Condamné*. Un

siècle et demi avaient été nécessaire pour faire avancer les mentalités. Nul ne peut mettre en doute le républicanisme de Hugo, son attachement au peuple, à la liberté que toute sa

vie et son oeuvre montrent. Depuis son combat acharné contre le travail des enfants, (il voulait qu'il passât de 18 h à 10 h quotidiennes et ne fut pas écouté), et de Cosette à Gavroche en passant par son exil de 19 ans à Jersey puis Guernesey pour ne pas fouler le même sol que l'impoteur (Napoléon III), nul ne peut faire de Hugo un mondialiste et un gauchiste dégénéré. Pourtant, la lutte contre la peine de mort fut l'une des obsessions de sa vie. Comme elle fut l'une des obsessions de Badinter. Et cela se comprend. Encore plus à l'époque de Hugo, la justice était une justice de classe, il était tellement plus simple d'exécuter les voleurs et assassins de basse extraction et de taire les horreurs des riches... Les inégalités sociales, l'horrible vie imposée aux ouvriers sous les rois, bourgeois ou pas, comme sous les empereurs, l'analphabétisme imposé aux classes populaires créait, forcément, des voleurs, des assassins... Ah ! il en aura fallu du temps pour que le rêve des Lumières, et notamment de Condorcet, du droit à l'instruction et à l'ascenseur social soit inscrit dans la loi ! Il aura fallu près d'un siècle et attendre la loi Jules Ferry en mars 1882 pour cela.

Pourquoi est-ce que je parle de ça ? Tout simplement parce qu'il y eut un temps où l'accumulation de privilèges, de richesses, de tous les droits à une petite partie de la population aux dépens de l'autre... amenait des révoltes, des vols, des assassinats. C'est ce qu'incarne, entre autres, le héros de Hugo, Jean Valjean. *Il y a un point où les infâmes et les infortunés se mêlent et se confondent dans un seul mot, mot fatal, les misérables ; de qui est-ce la faute ?*
Hugo.

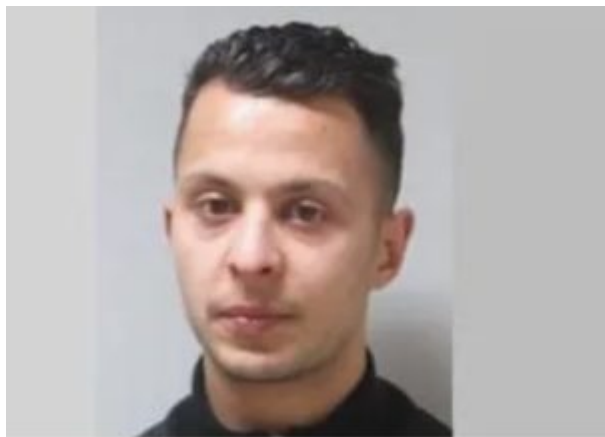
« Tant qu'il existera, par le fait des lois et des mœurs, une damnation sociale créant artificiellement, en pleine civilisation, des enfers, et compliquant d'une fatalité humaine la destinée qui est divine ; tant que les trois problèmes du siècle, la dégradation de l'homme par le prolétariat, la déchéance de la femme par la faim, l'atrophie de l'enfant par la nuit, ne seront pas résolus ; tant que, dans de certaines régions, l'asphyxie sociale sera possible ; en d'autres termes, et à un point de vue plus étendu encore, tant qu'il y aura sur la terre ignorance et misère, des livres de la nature de celui-ci pourront ne pas être inutiles. »

Et donc le propos de Hugo est essentiellement social. Condamner à mort celui qui ne la mérite que parce qu'il a n'a reçu ni éducation, ni instruction, ni aide ni pain est injuste.

Evidemment l'on ne peut comparer exactement Badinter à Hugo car, en 1981, c'est la fin des 30 Glorieuses, et même si la France ne se porte plus aussi bien que 20 ans auparavant, toutes les classes sociales ont accès à l'école et à l'ascenseur social. Les malfrats n'ont donc plus (guère) d'excuses, et encore moins les assassins d'enfants comme Patrick Henry. Evidemment. Pourtant les humanistes, les descendants de Hugo ne se voulaient pas pareils à tous les assassins, refusaient de donner eux aussi la mort, pensant que tuer l'assassin ne ressuscite pas l'assassiné et que la prison suffisait à protéger la société.

Et, franchement, en 1981, le raisonnement tenait la route, parce que les condamnés à mort étaient peu nombreux, très peu nombreux, et les peines de prison plutôt longues et dissuasives. En bref, il y avait infiniment moins de dégénérés qu'en 2024 et l'on pouvait laisser les enfants jouer dans la campagne ou en bas de HLM en toute sécurité. Il n'y avait pas de sentiment d'insécurité car celle-ci était minime, même si je ne minimise pas les horreurs vécues par les assassins en série ou pas de l'époque, qui ont endeuillé trop de familles. Et on ne peut empêcher l'évolution. L'évolution, dans la plupart des pays occidentaux était à la disparition de la barbarie, d'Etat ou pas, abandonnée aux pays musulmans ou dictatoriaux.

Mais, depuis, les choses ont changé. Enormément. Et devraient conduire nos élus à remettre en cause l'abolition de la peine de mort. Pour deux raisons.



La première est l'invasion migratoire venant de pays essentiellement musulmans, où l'islam, le mode de vie préhistorique, les moeurs, et l'absence d'éducation génère une brutalité, une barbarie qui ne laisse aucune chance à ceux qui, dans les pays Occidentaux

comme la France, sont ouverts, éduqués, anti-brutalité... Nous ne nous méfions pas, nous ne sommes pas habitués à considérer l'autre comme un ennemi, comme un danger, nous allons au concert comme au Bataclan, au feu d'artifice comme à Nice, accompagner une cousine à la gare de Marseille... l'esprit tranquille, sans penser à se méfier, à se défendre... et nos enfants meurent pas milliers.



La seconde est la progression fulgurante du gauchisme délétère qui, présent et actif à l'Assemblée, dans les réseaux sociaux et dans les medias, pratique l'inversion accusatoire, excusant le monstre, le djihadiste,

l'égorgeur, tout comme le cambrioleur. Ils en sont restés à la lutte des classes, un peu passée de mode, mais qui fait encore recette. Et donc l'égorgeur est une victime du racisme, une victime collatérale et tardive du colonialisme défunt depuis des lustres, et le cambrioleur bien qu'ayant droit aux minima sociaux un homme qui crèverait de faim... Bref, on se fiche allègement de notre tête. Et je ne vois, à l'heure où les prisons explosent au point que même un égorgeur potentiel est remis en liberté le jour même de ses crimes, pas d'autre solution que de re-sortir la veuve, afin de remettre les choses à l'endroit et le pays en état. Alors oui, à présent, puisqu'on a changé de peuple, de lois,

de moeurs... il faut changer de loi. Simple et clair. Il y a trop de salauds inhumains, devenus des machines à tuer pour qu'on leur donne la moindre chance d'accomplir leurs sales desseins.

Quoi ? Comment ? Ils sont irresponsables, fous, ce n'est pas leur faute ? M'en fous. Ils cherchent. Ils doivent trouver un mur en face d'eux. Et ce mur doit être le couperet de la guillotine.

Pour le reste, Badinter n'était pas ma tasse de thé.

Et ses déclarations et autre livre qu'il a commis sur Poutine avaient confirmé que Badinter faisait partie à mes yeux de nos ennemis. Des ennemis de la France. Mais c'est une autre histoire.